



## La newsletter de l'évaluation - n°2 - oct. 2016

### Édito

*Les trois rapports parus ces jours-ci, présentés et mis à disposition ci-dessous, sont à l'image de ce que nous expérimentons dans le cadre de la démarche d'évaluation des politiques publiques du Département. Nous cherchons à apprécier les effets des politiques et dispositifs départementaux, non seulement pour en réaliser une photo à l'instant T, mais surtout pour approfondir leurs orientations, accompagner leur mise en œuvre opérationnelle et nourrir les réflexions sur les pratiques professionnelles.*

*Si les méthodes et les rapports sont sous la responsabilité du pôle d'évaluation des politiques publiques de la DSOE, les questionnements sont construits avec les directions et les travaux sont de bout en bout itératifs.*

*A noter, nous avons construit cette année un partenariat avec un laboratoire de l'Université Paris 8, qui réalise une Etude sur le métier et les pratiques des intervenants sociaux des circonscriptions de Service social. Nous y reviendrons.*

*A bientôt.  
Gilles Alfonsi*

### Nouvelles parutions

---



Un rapport sur « **L'égalité femmes - hommes et les politiques départementales** » vient de paraître.

Il s'agit du premier volet d'une étude qui recouvre différents champs de questionnement : les orientations des politiques départementales et leurs publics ; les représentations et les pratiques des professionnels ; les rapports entre les agents, avec leur hiérarchie et au sein des équipes de travail.

Ce premier rapport dresse un état des lieux quantitatif et qualitatif des différences et/ou inégalités entre femmes et hommes, et une identification des enjeux d'égalité et des pistes d'action. Un deuxième volet s'intéressera de manière approfondie aux pratiques et représentations des agents du Département (voir plus loin « Travaux en cours »). Dans une approche prospective, le troisième volet prolongera l'analyse sur la base d'entretiens avec les pilotes d'activité afin de proposer des pistes d'action.

Le rapport est [ici](#).



Une évaluation du dispositif des « **résidences d'implantation** » vient de paraître.

Mises en œuvre depuis 2013 dans le champ du spectacle vivant, les résidences d'implantation sont un nouveau type de résidences artistiques. Le dispositif a pour objectif de rééquilibrer l'offre artistique sur le territoire départemental en s'adressant aux communes dépourvues de lieux culturels dédiés au spectacle vivant et où l'offre de spectacles est moins importante.

Sur la base de questionnaires adressés aux parties prenantes de trois résidences, l'évaluation a montré des effets positifs du dispositif sur le développement des politiques culturelles locales et a fait émerger des propositions qui portent sur l'amélioration du pilotage des résidences et de la conduite des projets.

Le rapport est [ici](#).



Une évaluation des actions d'**Education Relatives à l'Environnement** vient de paraître.

Les actions d'ERE s'adressent aux collectifs éducatifs et visent à mobiliser et sensibiliser les jeunes autour des enjeux de développement durable et d'écologie urbaine. Deux types d'actions pédagogiques sont mises en œuvre : les « actions ponctuelles et cycles d'animations » et les « parcours Biodiversité ».

L'évaluation a porté d'une part sur les effets des actions en termes d'apprentissages et d'appropriation des enjeux environnementaux par les collectifs éducatifs, d'autre part sur les modalités de mise en œuvre des projets par les acteurs impliqués (enseignants, associations et animateurs des parcs). Ces éléments d'analyse ont été principalement recueillis à partir de la parole des professionnels impliqués dans les actions.

Le rapport est [ici](#)

## Vu du métier

---

Céline Richard, chargée de projet Education Relative à l'Environnement du Service des politiques environnementales et de la biodiversité au sein de la Direction de la Nature, des Paysages et de la Biodiversité (DNPB) évoque le contexte et les enjeux de l'évaluation des actions ERE

### **Quel était le contexte d'intervention de l'évaluation ?**

Depuis les années 2000, des activités de découverte du patrimoine naturel sont proposées dans les huit parcs départementaux.

En 2007, pour accompagner l'important déploiement de ces activités, la DNPB s'est dotée d'un outil de cadrage : la Stratégie d'Education relative à l'Environnement. Elle vise à sensibiliser les habitants de la Seine-Saint-Denis aux enjeux de l'écologie urbaine tout au long de leur parcours de vie.

En 2015, suite à l'adoption du Schéma pour un Environnement Vert en Seine-Saint-Denis (SEVES-2013), cette stratégie a fait l'objet d'une actualisation. Elle se décline en trois grands objectifs :

- *Valoriser la richesse du patrimoine vivant du département auprès des habitants et usagers ;*
- *Faire connaître les parcs départementaux comme des lieux ressources sur la nature et les équilibres écologiques ;*
- *Permettre l'appropriation des enjeux de préservation de la nature en ville par chacun au travers de formes d'éducation à l'environnement variées et participatives.*

La rédaction de ce nouveau document ayant fait en amont l'objet de nombreux débats, il est apparu important et nécessaire d'avoir une évaluation objective des activités proposées aux publics. L'objectif était de pouvoir baser les échanges à venir sur des données tangibles et non plus seulement sur des ressentis d'expériences individuelles.

### **Quels étaient les enjeux de l'évaluation ?**

Cette évaluation a été l'occasion d'apprécier l'adéquation des activités d'éducation relative à l'environnement avec les objectifs nouvellement définis dans le document stratégique de 2015. Elle devait nous permettre d'envisager sur la base de retours argumentés d'éventuelles évolutions des actions et de la stratégie ERE.

Ciblée plus spécifiquement sur les actions menées en direction des collectifs éducatifs (écoles maternelles, écoles élémentaires, collèges, lycées), elle avait pour objet de recueillir les avis des publics cibles (professeurs, élèves) et ceux des animateurs (agents départementaux et associations partenaires) aussi bien sur les contenus que sur les formats et les modalités de mise en œuvre.

## **Quel retour faites-vous de cette évaluation ? Ses apports et ses limites ?**

Cette évaluation a pour spécificité d'intervenir chemin faisant, c'est-à-dire au cours même de la mise en œuvre de la stratégie ERE. Elle a été un levier pour son animation, contribuant ainsi à la cohésion des différents services de la Direction impliqués dans cette réflexion.

Ce travail a permis d'étayer nos intuitions sur de nouveaux champs d'actions à approfondir ou à explorer, par exemple sur l'implication des parents dans les actions, ou sur l'inscription des actions dans un paysage institutionnel plus large, en lien direct avec les activités et équipements proposés par les EPT, les communes ou encore les associations locales.

La diffusion de questionnaires va se poursuivre afin de permettre une analyse tous les deux ans de l'adéquation entre les activités proposées et les attentes des participants. Le dispositif d'évaluation, tel que mis en œuvre jusqu'à présent, ne donne pas de réponse quant aux éventuels impacts à longs termes des actions que nous menons. Il s'agirait donc pour nous, d'aller encore plus loin, en visant à évaluer l'impact durable de nos animations sur les représentations et les comportements des participants.

## **Travaux en cours**

---



### **Etude sur l'égalité femmes – hommes et les agents du Département**

Dans la continuité de l'état des lieux réalisé sur l'égalité femmes – hommes et les politiques départementales, un questionnaire qualitatif a été adressé à l'ensemble des agents pour les interroger sur leurs pratiques et leurs représentations face à ces enjeux. Les questions portent sur l'égalité femmes – hommes dans la société, au travail et dans les politiques départementales, ainsi que sur les relations entre les femmes et les hommes dans les services du Département. Plus de 1 500 réponses sont en cours d'analyse.



### **Evaluation du Schéma départemental de développement des enseignements artistiques (SDEA)**

Suite à la loi de décentralisation du 13 août 2004, le Département a voté en 2007 le SDEA. Créée en 2009, la Mission des enseignements et des pratiques artistiques en amateur est chargée au sein de la DCPSL de la mise en œuvre de ses objectifs : mise en réseau des acteurs de l'enseignement artistique, ouverture aux esthétiques nouvelles et décloisonnement des pratiques artistiques.

Dans la perspective de son renouvellement, la MEPAA a souhaité engager l'évaluation du SDEA. Il s'agit d'apprécier le développement d'une offre artistique de qualité et la structuration partenariale des acteurs du territoire. Il s'agit également de contribuer à la définition des nouvelles orientations du Schéma en tenant compte du contexte local en mutation.



### **Etude sur le métier et les pratiques des travailleurs sociaux aujourd'hui**

Une étude est conduite sous la direction de Nicolas Duvoux, sociologue au Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris au sein de l'Université Paris 8. A travers la parole des travailleurs sociaux, elle vise à analyser les pratiques et les représentations des professionnels ainsi que leurs relations aux usagers. Il s'agit d'interroger le sens, les finalités, les difficultés et les leviers du travail social aujourd'hui en Seine-Saint-Denis. L'analyse s'appuie sur des entretiens menés avec des travailleurs sociaux et des temps d'immersion dans six circonscriptions du service social départemental.

*Nous reviendrons dans nos prochaines éditions sur ces études.*

- **Parutions nationales et locales**

L'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) a publié une **évaluation des informations statistiques disponibles sur les politiques publiques et paritaires de formation professionnelle continue**. Dans ce secteur, la complexité du système d'acteurs crée une difficulté structurelle pour réunir des données cohérentes et fiables, en particulier sur la formation des demandeurs d'emploi. Ce rapport affine ce diagnostic et propose des solutions pour fiabiliser les statistiques, améliorer la rapidité de mise à disposition de l'information et sa diffusion.

Le rapport est [ici](#).

En mai 2016, le Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques de l'Assemblée nationale a publié une **évaluation de la modernisation numérique de l'Etat**. A l'issue d'une étude demandée à la Cour des comptes, les rapporteurs ont animés des tables rondes et dégagés neuf points, qui, selon eux, conditionnent la réussite de la modernisation numérique de l'Etat.

Le rapport est [ici](#).  
La synthèse est [ici](#).

La Cour des comptes a rendu public, le 12 juillet 2016, un rapport sur le « **maintien à domicile des personnes âgées en perte d'autonomie : une organisation à améliorer, des aides à mieux cibler** ». Selon le rapport, l'offre de prestations a connu une amélioration significative, tant en quantité qu'en qualité, mais la connaissance des besoins, l'information des bénéficiaires et le pilotage de cette politique demeurent insuffisants. La Cour estime donc nécessaire d'améliorer l'organisation de la politique de maintien à domicile et de cibler de manière plus efficace les aides correspondantes.

Le rapport est [ici](#).  
La synthèse est [ici](#).

- **L'actu nationale de l'évaluation**

Les 22 et 23 septembre 2016 se sont tenus les Assises de l'Afigese. Le groupe de travail Evaluation a proposé un temps d'échange entre spécialistes et non-spécialistes de l'évaluation sur le thème « **Pourquoi continuer à évaluer les politiques publiques ?** ».

Cela a permis de mettre en discussion les apports réels de l'évaluation des politiques publiques : « *Dans un contexte marqué par les contraintes, les fonctions de pilotage des organisations publiques évoluent et se développent. Quelles synergies et quelles complémentarités avec l'évaluation ? Qu'apporte l'évaluation pour l'organisation, les élus, les citoyens ? Est-elle efficiente ?* ».

Lire [ici](#).

- **Formations**

Trois pistes sérieuses pour se former à l'évaluation des politiques publiques :

- le CNFPT propose plusieurs formations en la matière. Pour consulter le catalogue, rendez-vous [ici](#) (voir par exemple les formations « Les enjeux et les usages de l'évaluation », « la conduite de l'évaluation », « l'évaluation des politiques publiques »).
- la Société française de l'évaluation (SFE), dont le Département est adhérent, a mis en place depuis peu une série de formations. Le programme est [ici](#).
- l'Association finances gestion et évaluation (AFIGESE), dont le Département est membre, propose aussi plusieurs formations. Elles sont présentées [ici](#).

Si vous souhaitez des conseils avant de vous inscrire à telle ou telle formation, contactez nous.

**La newsletter de l'évaluation** est une publication de la Direction de la stratégie, de l'organisation et de l'évaluation  
Directrice : Béatrice Le Gall – Directeur adjoint : Gilles Alfonsi  
Pôle évaluation des politiques publiques du Service du projet de gestion et de l'évaluation  
Equipe : Timothée André, François Ferrere et Zohra Medini.

Contact (secrétariat) : Gloria Alvarez - [galvarez@cq93.fr](mailto:galvarez@cq93.fr) – 01 43 93 96 55